

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail- Patrie

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace- Work- Fatherland

MINISTRY OF COMMUNICATION

ATTAQUES MÉDIATIQUES DIRIGÉES CONTRE LE CAMEROUN

POINT DE PRESSE

**PROPOS LIMINAIRE DE S.E.M. ISSA TCHIROMA BAKARY
MINISTRE DE LA COMMUNICATION**

Yaoundé, 10 octobre 2014

Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de la Communication,

Monsieur l'Inspecteur Général,

Messieurs les Conseillers Techniques,

Madame, Messieurs les Inspecteurs,

Madame, Messieurs les Directeurs et Chefs de Divisions,

Chers Collaboratrices, Chers Collaborateurs,

Mesdames, Messieurs les Journalistes,

Chers Invités,

Il ne vous a pas échappé que depuis quelques temps, et ceci de façon récurrente, des médias étrangers, relayés en cela par une frange non négligeable de leurs homologues locaux, ainsi que certaines organisations de la société civile à l'échelle internationale, ont choisi de diriger des attaques injustifiées contre **le Chef de l'État, Son Excellence Paul BIYA**, et d'une manière générale, contre les Institutions de notre pays.

J'ai voulu que nous ayons un échange franc, sincère et direct sur cette question, qui touche aux intérêts stratégiques du Cameroun, et vise selon toute vraisemblance, à travers la désinformation et la manipulation dont se servent nos pourfendeurs comme armes de guerre, à discréditer notre Nation aux yeux du monde et à préparer le lit d'une déstabilisation à terme de nos équilibres fondamentaux.

Mais permettez-moi tout d'abord, avant de toucher à l'essentiel de mon propos, de vous souhaiter la bienvenue dans cette salle de conférences de mon Département ministériel, et de vous exprimer toute ma gratitude, d'avoir accepté de répondre si promptement à l'invitation que je vous ai adressée, pour prendre part à cette rencontre.

Mesdames, Messieurs les Journalistes,

Distingués Invités,

Mesdames, Messieurs,

On observe donc qu'en l'espace de quelques semaines, bon nombre de médias étrangers et autres organisations de la société civile internationale se sont intéressés au Cameroun sous des angles divers, mais à chaque fois dans le sens de n'y trouver que matière à invectiver, à dégrader et à calomnier.

Pour ne prendre que quelques exemples, j'évoquerai en cela l'article de Madame Fanny PIGEAUD paru il y a quelques semaines sur le site d'informations français « Médiapart », et selon lequel une rébellion armée serait en construction dans les Régions septentrionales du Cameroun, sous le couvert des attaques menées par l'organisation terroriste Boko Haram.

Je citerai encore le dernier rapport de l'ONG *International Crisis Group* sur notre pays, intitulé « **Cameroun : Mieux vaut prévenir que guérir** ».

Vient ensuite la rumeur récemment instillée par l'article du magazine *Jeune Afrique*, qui faisait état de l'enlèvement de Monsieur GUERANDI MBARA, puis de son assassinat par les services spéciaux camerounais.

À nouveau, et seulement en l'espace de quelques éditions, le même magazine d'informations revenait à la charge avec l'interview d'un ancien Haut Commis de l'État aujourd'hui en délicatesse avec la justice.

À présent, ce sont des médias locaux qui, à partir d'une allégation diffusée par un site internet sorti d'on ne sait où, ont choisi de titrer sur leurs « unes » respectives, et dans leurs éditions du même jour, que le **Chef de l'État** détenait la cinquième plus grosse fortune parmi ses pairs africains, en prétendant tirer leurs sources d'un classement opéré par le magazine international *Forbes*.

À cela, s'ajoute le traitement inéquitable de l'information sur le Cameroun dont certains grands médias internationaux font preuve, et ceci de manière constante, à l'instar de *Radio France Internationale* ou encore *France 24* pour l'audiovisuel, des journaux dont la présomption de professionnalisme est acquise, tels que les quotidiens français *Le Monde* ou *Libération*, et j'en passe certainement.

Je ne saurais être exhaustif sur ce tableau d'adversité où le Cameroun est systématiquement mis à l'index par les mêmes procureurs de vertu, pour des faits dont la véracité échappe à chaque fois à la vérification et à l'analyse.

Car, qu'il s'agisse des affirmations gratuites de « Médiapart » sur les thèses d'un complot qui serait ourdi par des personnalités et autres leaders d'influence issus des Régions septentrionales du pays, et d'une rébellion armée ayant pris la forme du Boko Haram pour porter la déstabilisation dans ces Régions, ou, qu'il s'agisse encore des imprécations apocalyptiques que nous sert par intervalles *International Crisis Group*, sous le couvert de son dernier rapport, le constat, au bout de l'analyse, est sans équivoque : **il ne s'agit ni plus ni moins que d'un chapelet de contre-vérités, à la fois criardes et grossières.**

Quant à l'intérêt malveillant que manifestent certains médias à forte audience internationale à l'égard du Cameroun, ce sont autant la fréquence de leurs occurrences éditoriales sur les affaires de notre pays, que les

graves écarts professionnels dont ils font preuve dans le traitement de ces sujets, qui rendent suspects leurs démarches vis-à-vis de notre Nation.

Or, on ne peut pas penser un seul instant que le Cameroun soit devenu si important pour les choix éditoriaux de ces énormes appareils médiatiques, qu'il en vienne – je veux parler du Cameroun – à obséder dans une si grande proportion, de tels faiseurs d'actualité.

De la même façon, nul ne saurait imaginer que les contre-vérités proférées sans vergogne par ces acteurs d'une dimension intellectuelle jusque-là avérée, tiendraient à un déficit d'outillage professionnel ou même à une méconnaissance des sujets en traitement.

Il ne peut donc s'agir que d'une volonté délibérée de travestir la vérité, pour désinformer, instrumentaliser et intoxiquer les opinions publiques, le but ultime étant alors de jeter systématiquement l'opprobre sur **le Président de la République**, comme pour préparer de façon insidieuse, le terrain à une crise socio-politique qu'ils appellent de tous leurs vœux, afin de voir s'accomplir leur dessein macabre de déstabilisation et mise à feu des Institutions de notre pays.

Mais attention ! Le peuple camerounais n'est ni naïf, ni dupe et encore moins amnésique.

Le Cameroun n'est pas à sa première tentative de déstabilisation visant la destruction de son socle granitique et la mise à mal de ses valeurs fondamentales de paix, d'unité et de solidarité nationales.

En l'occurrence, ces tentatives du reste vouées à l'échec, et auxquelles nos pourfendeurs à l'imagination sépulcrale commencent à nous habituer, ces tentatives disais-je, pèchent par la vacuité et l'incohérence de leurs argumentaires.

Et le peuple camerounais est le premier à s'en rendre compte, lui qui au quotidien, vit une réalité aux antipodes des vaines chimères que tentent de nous vendre ces prophètes de malheur.

On nous a parlé d'un complot et d'une rébellion armée, sous le couvert de Boko Haram au Cameroun.

Mais tout le monde sait qui est Boko Haram et quelles sont ses motivations depuis son Nigeria natal.

Tout le monde sait aussi que, c'est à la recherche d'une base arrière pour mener son combat à l'intérieur du Nigeria que cette organisation criminelle s'en prend à une partie de notre pays.

Il n'y a donc aucune rébellion ni aucun complot dirigée contre quiconque au Cameroun.

International Crisis Group nous prédit également l'enfer à coup sûr à l'horizon 2018, sauf si **le Président Paul BIYA** venait à abandonner le pouvoir à cette échéance.

Les ingrédients de cette incantation sont alors tout trouvés pour cette ONG internationale : marasme économique généralisé, alternance politique plombée par un jeu électoral truqué, indigence et apathie d'une opposition et d'une société civile, toutes chroniquement inféodées au régime en place, système de sécurité miné par des divisions internes et incapable de faire face aux défis de l'heure, etc.

Mais là encore, personne à l'intérieur de notre pays ne saurait se laisser hiberner par un tableau si obscur et fait de telles aménités.

En effet, au plan économique, tous les clignotants sont désormais au vert dans notre pays, avec un taux de croissance positif et en perpétuelle amélioration.

La politique des Grandes Réalisations opiniâtrement menée par le **Chef de l'État** a aujourd'hui atteint sa vitesse de croisière, et le Cameroun se dirige allègrement vers son objectif d'émergence à l'horizon 2035.

En ce qui concerne le jeu électoral, les dernières consultations ont montré une progression qualitative du système mis en place depuis l'avènement d'Electons Cameroon (ELECAM), la refonte du fichier électoral, l'introduction de la biométrie, sans oublier la remontée significative du taux de participation.

Ce bond qualitatif de notre système électoral et de la transparence des différents scrutins a, à chaque fois été salué par la communauté internationale.

Quant à notre système de sécurité, les résultats engrangés par nos forces de défense et de sécurité dans un environnement régional miné par des crises interminables, montrent à suffisance la perfection de leur organisation et la compétence de leurs ressources humaines.

S'agissant de la polémique entretenue sur les avoirs du **Chef de l'État**, et que l'on tente de nous servir à chaque fois à la manière d'une ritournelle de mauvais goût, elle n'a jamais trouvé le moindre argument, ni pour les invectives lancées maintes fois par le Comité Catholique de Lutte contre la Faim et pour le Développement, le fameux CCFD, avec le concours de ses factotums locaux, ni aujourd'hui encore, avec la tentative éhontée, orchestrée par un groupuscule de manipulateurs appuyé par certains médias nationaux.

Vous l'avez compris, je voudrais parler du prétendu classement de la fortune des Chefs d'État africains d'abord attribué au magazine *Forbes*, et aujourd'hui conféré à un site internet jusque-là inconnu de tous ; ceci, après que le Directeur Afrique du célèbre magazine américain ait apporté un cinglant démenti à cette grossière tentative d'usurpation de crédibilité.

Au titre de ce prétendu classement, le **Chef de l'État** camerounais détiendrait donc la cinquième plus grosse fortune parmi ses pairs africains.

Soit. Mais par quel procédé, par quelle méthodologie nos acteurs seront-ils parvenus à ces fins ?

Dans une interview exclusive accordée au quotidien *Cameroon Tribune* de ce jour, le Directeur Afrique du magazine *Forbes* décrit avec force détails la méthodologie grâce à laquelle les classements des fortunes sont établis à leur niveau.

Selon ce responsable, la méthodologie de *Forbes* sur la base de laquelle le magazine *Forbes* a forgé sa notoriété au fil des années, repose sur plusieurs données parfaitement vérifiables, pour établir la valeur du patrimoine des personnes concernées.

Il s'agit pour l'essentiel : des actifs détenus dans les entreprises (parts sociales, stocks-options, dividendes perçus), et des éléments essentiels de leurs patrimoines (immobilier, stocks d'or, yachts, jets privés, etc.).

La collecte de ces données est complétée par des enquêtes menées par les journalistes du magazine auprès des experts financiers.

Des recoupements sont ensuite opérés par ces mêmes journalistes, allant même jusqu'à investiguer auprès des personnes concernées, pour confirmer ou infirmer les informations à leur disposition.

En revanche, les auteurs du prétendu classement dont certains médias nationaux se sont empressés de se faire l'écho, n'offrent en guise de méthodologie, qu'un conglomérat d'allégations colportées auprès de sources elles-mêmes déjà disqualifiées, soit par la Justice à la suite de tentatives de procès infructueux, soit par le caractère gratuit de leurs affirmations sur le montant de dépenses effectuées à l'occasion des séjours de la personnalité concernée à l'étranger.

Il en est ainsi du CCFD, sur lequel le site internet de référence des amplificateurs locaux se base, alors que depuis fort longtemps déjà, la justice française a débouté les auteurs de cette tentative, de leur acharnement à voir le **Chef de l'État** camerounais poursuivi pour des faits de biens mal acquis.

Il en est de même du site internet « Rue89 », qui a cru bon de rendre public, à partir d'on ne sait quel élément, un montant journalier de location d'une villa à usage de séjour du **Chef de l'État** en France.

Voilà donc, **Mesdames, Messieurs les Journalistes**, tout ce qui a suffi aux auteurs de prétendu classement, pour alléguer que le **Chef de l'État** camerounais détient la cinquième plus grosse fortune parmi ses pairs africains.

Vous pouvez en juger par vous-mêmes, et vous comprendrez alors pourquoi, au lieu de citer leurs véritables sources en ce site internet, lequel du reste n'a vu le jour qu'il y a quatre ou cinq mois à peine, les relais nationaux de cette affabulation ont subrepticement tenté de l'attribuer au magazine *Forbes*, dont la notoriété et

la crédibilité sont en tout cas plus avérées que celles de la source de prédilection de nos contempteurs d'aujourd'hui.

Au total, il faut donc conclure à un acharnement et à une désinformation volontaire, qui cache mal les intentions de fond de leurs véritables commanditaires.

Je l'ai déjà dit plus haut et je le répète ici: un tel dessein ne prospérera jamais dans notre pays, dont le peuple est uni et soudé derrière son Chef, le Président Paul BIYA.

Je dis à présent, à l'intention de tous ceux qui, de l'intérieur, se prêtent à ce jeu à la fois perfide et pernicieux, qu'ils courent avant tout à leur propre perte.

Ceux parmi eux qui se sont donnés pour mission d'informer le public, je veux parler des médias, doivent savoir que par une telle flagrance de leurs manquements déontologiques, ils minent leur propre crédibilité, et ils hypothèquent du même coup leurs avenir professionnels et entrepreneuriaux. Mais, ce faisant, ils doivent être sûrs d'une chose. Jamais ils n'entraîneront le peuple camerounais dans leur naufrage !

Je demande aux Camerounaises et aux Camerounais de rester malgré tout vigilants, face à ces ennemis de notre Nation, qui sont d'autant plus à redouter qu'ils comptent malheureusement des comparses tapis parmi nous, mais dont les visages commencent donc à se dévoiler.

Je les engage à demeurer solidement unis et mobilisés au nom de nos valeurs fondamentales qui sont celles de la paix, de l'unité et de la solidarité nationales, derrière **le Président de la République, Son Excellence Paul BIYA.**

Je vous remercie de votre aimable attention.